

7 décembre 2001 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la situation politique et la démocratisation en Yougoslavie, la nécessité d'un Etat fort dans les Balkans, l'autonomie du Kosovo, l'aide de l'Union européenne aux Etats de l'Europe du sud-est, la coopération régionale et l'élargissement de l'Union européenne aux pays des Balkans, Belgrade, le 7 décembre 2001.

Aujourd'hui, à Belgrade, je viens avec émotion et espoir vous apporter le message d'amitié de la France. Une amitié profonde qui vient du coeur. Une amitié forgée au cours d'une longue histoire, parfois douloureuse, toujours inspirée par la lutte contre l'oppression, par le combat pour la liberté.

Il y a un peu plus d'un an, le peuple de Belgrade s'est soulevé, dans un formidable élan, avec force, avec dignité. Sur les marches du Parlement, avec pour seule arme sa foi démocratique, il est redevenu maître de son destin. Il a inscrit l'Homme et la défense de ses droits au coeur de la politique yougoslave.

La libération du peuple serbe par lui-même est une leçon que nous devons méditer, leçon de cohésion nationale, de courage et de liberté.

Votre histoire est intimement mêlée à celle de l'Europe. Et l'histoire de l'Europe continue de s'écrire dans votre région. Depuis dix ans, la question des Balkans a été à nouveau au coeur de la préoccupation européenne. Elle a suscité nos angoisses. Elle a alimenté nos craintes. Mais le temps est venu où elle nourrit nos espoirs.

Je souhaite partager avec vous mes réflexions sur cette période, mais surtout vous dire comment je vois l'avenir alors qu'une ère nouvelle s'est ouverte avec la chute du régime de Milosevic.

Votre victoire du 5 octobre 2000 a suscité une immense joie dans le coeur de tous les Français.

Vous avez gagné par vous-mêmes l'ultime bataille du combat que nous menions depuis dix ans contre un régime d'oppression à l'opposé de la grande tradition du peuple serbe.

Ce combat est celui des valeurs qui fondent nos démocraties européennes. Il doit être mené avec constance, jour après jour, victoire après victoire, car la liberté, comme la démocratie, n'est jamais définitivement acquise. Ses racines, son expression, ont toujours besoin d'être consolidées, renforcées, face aux vents mauvais qui portent les fantômes du passé.

Cela vaut pour chaque nation mais cela vaut aussi à l'échelle du monde. Ensemble, les démocraties doivent unir leurs forces pour que vivent et que progressent les valeurs les plus essentielles : le respect de toutes les libertés. La dignité de chaque personne. L'égalité des femmes et des hommes. La protection des enfants. Tels sont les défis que nous devons relever ensemble.

Ces principes ont inspiré l'action menée par la communauté internationale dans les Balkans.

Assurer la sécurité pour tous, rétablir les libertés, et notamment le droit de vote, engager le développement économique et social. Voilà les ambitions qui doivent être poursuivies

simultanément

simultanément.

Bien sûr, l'avènement d'un Etat démocratique est un processus de longue haleine. L'instauration du suffrage universel en est le principal fondement, mais il suppose également la démocratisation progressive de toutes les institutions publiques, à l'échelon national comme au niveau local. C'est à cette condition que chaque citoyen peut voir sa liberté et ses droits garantis.

Il suppose enfin, mais vous le savez mieux que quiconque, que les coupables, quelles que soient leurs origines ou leurs convictions, rendent compte de leurs crimes devant la justice.

La décision de transférer Milosevic devant le Tribunal pénal international était difficile & elle était courageuse. Je la salue comme une décision historique qui a fait progresser la cause des droits de l'Homme en Europe et dans le monde.

Le devoir de mémoire, la capacité de juger lucidement son passé est un signe de la maturité des Etats modernes. C'est un devoir moral à l'égard des victimes et un message fort pour les générations qui nous suivent. Cet examen de conscience, ce retour sur sa propre histoire s'est imposé à la France comme à tous les pays européens. Tel fut notamment le sens du discours que j'avais prononcé en 1995 lors des cérémonies commémorant la grande rafle des Juifs du "Vel d'Hiv". Je me réjouis que le peuple yougoslave se soit engagé courageusement dans cette voie. L'avènement d'une société démocratique n'est pas contradictoire avec l'affirmation d'un Etat fort et uni. Bien au contraire, la démocratie a besoin de pouvoirs publics structurés, d'une administration dynamique et moderne pour garantir les droits de chacun et pour que les fonctions régaliennes de l'Etat, au premier rang desquelles la solidarité et la sécurité, soient pleinement assurées.

Dans les sociétés modernes, coexistent des opinions multiples, des minorités d'origines différentes, des cultures et des religions variées. Pour que ces diversités se respectent, se développent de manière harmonieuse, pour qu'elles soient sources d'enrichissement mutuel, elles ont besoin d'un cadre étatique bien établi et de règles respectées par tous.

Dans la phase de transition que traverse le sud-est de l'Europe, cette logique s'applique à chaque pays de la région. A Belgrade, comme à Sarajevo, à Skopje, à Zagreb et à Tirana, il n'y aura pas de paix et de stabilité véritables sans l'existence de pouvoirs publics pleinement en charge du destin de leur pays.

Un Etat fort, c'est aussi une nation unie.

Au moment où les hommes prennent conscience d'appartenir à une même humanité et se rassemblent dans des organisations communes pour tenter de surmonter leurs oppositions et leurs rivalités ancestrales. Au moment où l'Europe accélère son processus d'intégration et de solidarité, il serait anachronique que le sud-est du continent connaisse un processus inverse de désagrégation.

Je souhaiterais que ce message soit entendu et bien compris au Kosovo et au Monténégro. Je souhaiterais qu'il le soit en Macédoine. L'éclatement des pays ne peut être une solution de paix et de stabilité dans le monde moderne. De tels démembrements sont trop souvent sources de drames, surtout lorsqu'ils s'effectuent au mépris des minorités. La solution ne peut pas résider dans une politique de sécession, dans une approche qui, tournant le dos à l'autre, s'inscrit dans une logique de confrontation.

Toute formule fondée sur l'accord librement consenti et la légitimité démocratique recueillera, par définition, le soutien de la France. Mais ma conviction reste forte. Je l'avais dit au Président Kostunica dès notre première rencontre : une rénovation de la Fédération yougoslave, dans le respect de son intégrité, constitue la meilleure solution, non seulement pour la stabilité de la région mais aussi pour le développement de relations harmonieuses entre les différentes composantes de la société yougoslave.

C'est dans cet esprit que nous devons conjuguer nos efforts pour que l'autonomie substantielle prévue pour le Kosovo par la résolution 1244 du Conseil de sécurité trouve sa pleine application, de manière équitable et juste pour chacun de ses habitants et chacune de ses communautés. Tel est le mandat du dispositif international mis en place par les Nations Unies au Kosovo. Telle est la signification des élections générales qui se sont tenues en novembre dernier. La large participation au vote de toutes les communautés, auxquelles je rends hommage, doit permettre

l'enracinement de la démocratie dans cette région meurtrie par l'histoire.

Le Kosovo fut le symbole du rejet de l'autre et de l'intolérance. Faisons en sorte qu'il évoque à l'avenir l'humanisme retrouvé, l'acceptation de l'autre. Le mouvement de retour des réfugiés doit se poursuivre et s'étendre à toutes les communautés, slavophone et albanophone. Les villages doivent être reconstruits, les maisons réinvesties, les églises et les mosquées respectées. L'effort doit également porter sur la recherche des disparus afin que leurs proches sortent d'une incertitude insupportable. Il faut que chacun comprenne que, dans l'Europe du XXI^e siècle, les minorités ont le droit de vivre en sécurité, dans la dignité, dans l'attachement légitime à leur tradition, à leur culture et à leur religion et dans le respect de celles-ci.

Je sais la souffrance des familles, les drames encore présents dans le regard des enfants, l'horreur vécue et souvent irréparable. Je ne préconise pas un oubli qui serait contraire à la nature humaine comme à la justice. Mais je souhaite que les regards se tournent vers l'avenir, vers l'indispensable réconciliation dont l'histoire européenne fournit tant d'exemples. A tous ceux qui pensent que les plaies de la mémoire ne peuvent pas cicatriser, je dis : regardez l'Allemagne et la France, regardez les Allemands et les Français. Longtemps farouchement opposés et aujourd'hui si proches.

Au nom de la France, je vous dis qu'il n'y a pas de fatalité à la haine. La logique de la revanche est une logique d'un autre âge. Elle conduit à de nouvelles querelles, à de nouvelles violences. Elle ne peut générer que l'échec. Non pas l'échec de l'un et la victoire de l'autre. Mais l'échec de l'Homme et la victoire de ce qui l'avilit et le dégrade.

Puisse cette évidence être entendue, au-delà des Balkans dans toutes les régions où des conflits sans issue ont plongé des peuples dans le désespoir et la misère, au Proche-Orient, en Afghanistan ou en Afrique. Par leur choix de privilégier l'avenir sur le passé, par leur volonté de vivre ensemble en paix tout en restant fidèles à la mémoire de leurs pères, les citoyens de votre pays ont, au nom de l'Europe, montré au monde la voie à suivre.

L'autorité de l'Etat restaurée, l'unité du pays respectée, les esprits réconciliés, voilà les préalables indispensables à un mouvement de coopération régionale qui fondera la stabilité et le développement du sud-est de l'Europe. Sous forme bilatérale ou multilatérale, des accords de bon voisinage doivent offrir le cadre de relations apaisées dans la région. Ils doivent en particulier traiter la question des minorités et celle des frontières. Là réside la source de la plupart des malentendus, des différends et souvent des conflits. Le lien entre les deux est évident : l'inviolabilité des frontières sera d'autant mieux assurée que le statut des minorités sera satisfaisant.

Afin d'encourager les projets de coopération régionale, qui doivent accompagner ces accords de bon voisinage, l'Union européenne a mis en place un programme d'aide d'une importance exceptionnelle pour soutenir les efforts du Pacte de stabilité.

Dans cet esprit, je propose que l'Union européenne et les pays riverains du Danube prennent une initiative forte pour que, conjointement, nous fassions, sans tarder, de ce grand fleuve le symbole renouvelé de la coopération entre les peuples européens.

Mais, au-delà de cette aide, l'Union européenne a beaucoup plus à offrir aux pays de la région. Elle est tout simplement le cadre naturel de leur destin.

Le sud-est de l'Europe est resté à l'écart du profond mouvement de recomposition que traverse notre continent depuis quelque dix ans. Ce drame, qui a coûté tant de vies humaines et réduit tant d'efforts à néant, est une anomalie de l'histoire. Mais aujourd'hui, même si c'est avec retard, tout redevient possible. Les pays de la région retrouvent l'horizon européen qui est le leur.

C'est ainsi qu'en octobre de l'année dernière, quelques jours après les élections en République fédérale de Yougoslavie, j'avais invité le Président Kostunica au Conseil européen de Biarritz. Il s'agissait d'un premier contact avec le nouveau dirigeant yougoslave porté par le peuple. Il s'agissait aussi pour les Quinze d'accomplir un geste symbolique fort : oui, une République fédérale de Yougoslavie démocratique avait toute sa place dans la famille européenne !

La même logique fut au coeur du Sommet de Zagreb organisé, quelques semaines plus tard, à l'initiative de la France. Cette logique fonde la politique européenne et place chacun face à ses

responsabilités : l'Union ouvre les bras aux pays qui ont vocation à la rejoindre. De leur côté, ceux-ci savent le chemin des réformes politiques, sociales et économiques qu'il faut prendre pour y accéder. Cette logique est tout entière dans les Accords de Stabilité et d'Association en cours de négociation ou déjà conclus par l'Union européenne avec les pays de la région. Je me réjouis que, dès les premières réunions entre l'Union et la République fédérale de Yougoslavie, il ait été possible de définir les étapes vers la conclusion d'un tel accord.

La même logique, enfin, s'applique à d'autres instances de la communauté internationale. Je pense en particulier au Conseil de l'Europe, creuset des valeurs que les démocraties européennes ont en partage. La République Fédérale de Yougoslavie doit, sans plus tarder, rejoindre ces nations qui sont unies dans la défense et le respect des droits de l'Homme. La France, en liaison avec ses partenaires de l'Union européenne, prendra des initiatives en ce sens.

La démocratie enracinée, l'autorité des Etats restaurée, l'unité des pays respectée, la coopération régionale engagée par des accords de bon voisinage et, enfin, la perspective d'adhésion à l'Union européenne clairement tracée : voilà les éléments d'une dynamique positive. Voilà l'enchaînement qui permettra à cette région de retrouver toute sa place au coeur de l'Europe, là où elle puise son identité, là où nous espérons tous la retrouver.

Bien sûr, chacune de ces étapes comporte des embûches. Bien sûr, dans toute la région la vigilance s'impose. C'est vrai en République de Macédoine. Pas uniquement par attachement pour ce pays de vieille civilisation et pour ses habitants, mais aussi parce que nous savons qu'une dégradation de la situation à Skopje aurait nécessairement des conséquences négatives au-delà des frontières macédoniennes. Grâce à la volonté de paix des responsables macédoniens, grâce aussi à la détermination de l'Union européenne, un accord politique a pu être trouvé. Il fixe les principes d'une cohabitation pacifiée entre les différentes communautés macédoniennes au sein d'un Etat uni, souverain et démocratique. Des soldats européens, à la demande des autorités de Skopje, accompagnent cette ambition. Je souhaite que les factions extrémistes ne remettent pas en cause l'équilibre délicat de l'accord politique conclu. Dans une région en pleine recomposition, l'effort de tous est nécessaire au développement d'une dynamique positive, et la défaillance d'un seul peut enclencher une spirale néfaste.

J'appelle chacun en République fédérale de Yougoslavie, notamment au Kosovo et au Monténégro, comme en Macédoine, en Bosnie-Herzégovine ou en Albanie, à mesurer l'ampleur de ses responsabilités. Au travers des revendications particulières qu'il peut exprimer, c'est le sort de l'ensemble de la région qu'il a entre les mains. Que chacun ait bien conscience de ce qui est en jeu : la satisfaction d'exigences immédiates, parfois compréhensibles, vaut-elle de sacrifier la perspective d'une paix et d'une stabilité régionale qui profitera à tous ? Là encore l'expérience des pays de l'Union européenne doit être méditée. Combien de problèmes entre les membres de l'Union, qui semblaient insurmontables il y a quelques décennies, apparaissent aujourd'hui dépassés au regard des intérêts communs qui unissent désormais nos pays ? La jeunesse d'Europe nous montre le chemin. De Paris à Berlin, de Stockholm à Athènes, les jeunes circulent librement, étudient, échangent leurs idées, comparent leurs expériences. Ils ne souhaitent pas renoncer à leur identité, mais ils sont curieux de l'autre, avides de découvrir et de s'approprier ce qui est leur patrimoine commun, l'Europe, l'Europe moderne, l'Europe humaniste, l'Europe de la liberté et de la démocratie, leur Europe.

L'histoire de la construction européenne est aussi une pédagogie, une approche pour faire triompher la dynamique de la convergence et de la solidarité sur les forces de la division et de la rivalité. L'Europe qui a été longtemps une école de la guerre est devenue une école de la paix. L'accord politique exige des efforts. Il en va de même de la reconstruction et du développement économique. Et je sais, à cet égard, combien est lourde la charge qui pèse sur vous. Après tant d'années passées dans l'ombre, votre peuple, qui accède à la démocratie, est dans le même temps confronté à des difficultés économiques et sociales considérables. Après avoir lutté pour ses droits politiques, il doit encore relever des défis majeurs pour retrouver un cadre de vie décent.

Reconstruire les infrastructures, rebâtir un système sanitaire et social, relancer l'industrie et les échanges, sont des chantiers que le gouvernement dirigé par M. Djindjic a lancé avec courage et

échanges, sont des chantiers que le gouvernement dirige par M. Djindjic a lancés avec courage et ténacité. Assainir les circuits économiques, apurer le passif de la corruption qui avait gangrené le pays, sont des impératifs complémentaires qu'il a inscrits parmi ses priorités. Vous devez aujourd'hui reconstruire un pays affecté par dix années de conflit. Mais vous devez également moderniser une économie affligée par un demi-siècle de dirigisme étatique. Votre tâche est immense. Comment ne pas saluer une telle ambition ?

La communauté internationale aide et encourage ce vaste mouvement. C'est le cas en particulier de l'Union européenne qui, en un an, a mis en place pour votre pays des programmes dépassant 700 millions d'euros, pour l'essentiel sous forme de dons. C'est de loin, et la France y a veillé, le plan d'aide le plus ambitieux lancé par l'Union en faveur d'un pays de l'Europe du sud-est. Mais il faut s'efforcer de faire plus et, surtout, mieux que ce qui est fait jusqu'à présent. Les procédures doivent être simplifiées, la délivrance des aides accélérées. C'est ce que j'ai demandé, conjointement avec le Chancelier Schroeder, au Président de la Commission européenne qui partage notre souci.

C'est dans le même esprit que la France vient d'agir au Club de Paris dont elle assure la présidence. En allégeant de 66% le poids de la dette de votre pays, le Club de Paris a montré sa détermination à soutenir les réformes engagées et le bon déroulement des programmes du FMI. Je suis heureux de ce résultat auquel la France a contribué activement.

Chers amis,

Chacun sait les liens historiques qui unissent nos deux pays, nos deux peuples. C'est pourquoi j'ai souhaité être le premier chef d'Etat de l'Union européenne à me rendre à Belgrade depuis l'avènement de la démocratie. Les voies qui s'offrent à notre coopération sont nombreuses et riches de promesses.

Notre partenariat politique est fort de son histoire comme de ses ambitions. Il repose sur un même attachement à la liberté et à la souveraineté. Il s'inscrit résolument dans une perspective européenne mais, au sein de cette grande Europe qui se dessine peu à peu, notre amitié gardera sa singularité et sa ferveur. La France s'honore, lors de sa présidence de l'Union, d'avoir été aux côtés de la République fédérale de Yougoslavie lorsqu'elle a engagé le premier pas vers son retour dans la famille européenne. Ce chemin, nous le poursuivrons ensemble, côte à côte. Je souhaite que le dynamisme de notre partenariat politique s'étende aux différentes sphères de nos relations.

Dans le domaine économique, les perspectives de notre coopération sont largement ouvertes, les opportunités sont nombreuses.

Dans le domaine culturel, nos échanges se fondent sur une large et riche tradition, sur des affinités prometteuses, en particulier en ce qui concerne la création et la recherche. Les mondes universitaires et scientifiques, les mondes culturels, les milieux artistiques doivent poursuivre leur dialogue fécond, un dialogue engagé depuis des siècles.

La France va mener une action déterminée pour encourager cette coopération. J'irai demain inaugurer le nouveau Centre culturel français. Je souhaite qu'il redevienne le lieu de rencontres, de liberté et d'échanges qu'il a été dans le passé pour les Belgradois.

Chers amis,

Le XXe siècle aura été un siècle de drames et de tourments pour l'Europe. Deux guerres mondiales, les horreurs du nazisme et de la Shoah, les innombrables victimes du communisme, les divisions artificielles imposées par la guerre froide. Comme les autres pays européens, la Yougoslavie aura subi ces épreuves. Mais elle y aura ajouté une épreuve supplémentaire : dix ans d'un régime qui l'avait presque isolée du monde.

Je souhaite que, dans le siècle qui s'ouvre, votre pays voie s'épanouir tous ses talents. Je souhaite que la Yougoslavie, moderne, démocratique, renoue avec son histoire glorieuse et qu'elle brille, comme elle le mérite, au sein de la famille européenne à laquelle elle a tant manqué. Je voudrais vous dire à tous, et tout particulièrement aux jeunes yougoslaves, qu'un grand avenir s'ouvre devant vous. Votre destin est en Europe. L'Europe et la France vous y attendent.

Je vous remercie.